

de persuader et de convertir, non pas de punir ou de détruire. Elles ne sont pas une fin en soi, mais un moyen, avant qu'il ne soit trop tard, d'inciter Prétoria à modifier ses politiques, à démanteler l'apartheid et à négocier la mise en place d'un gouvernement qui soit vraiment représentatif. Je me permettrai d'évoquer ici un passage du rapport présenté par le Groupe de personnalités éminentes du Commonwealth, dont faisait partie le Canada et qui est représenté dans cette assemblée par la distinguée ambassadrice de la Barbade, Dame Nita Barrow. Je cite: "...ce ne sont pas les sanctions qui détruiront le pays, mais la persistance de l'apartheid et le refus du gouvernement de procéder aux réformes politiques qui s'imposent". Je voudrais également rappeler l'éloquent commentaire du Secrétaire général du Commonwealth, M. Sonny Ramphal, dans son avant-propos à ce rapport: "L'esprit humain en Afrique du Sud demande à grands cris l'aide et la solidarité de la communauté mondiale. Il clame à qui veut l'entendre que ce n'est pas la liberté que doit craindre l'Afrique du Sud, mais bien la négation de la liberté".

Nous ne saurions manquer de noter les quelques progrès timides accomplis dans la voie de la réforme en Afrique du Sud. Les tribunaux supérieurs de ce pays ont souvent pris courageusement parti contre le gouvernement pour faire avancer la cause de la justice. Et nombreux sont les Blancs qui, au prix de grands risques, luttent pour que s'instaure la démocratie pour tous. Mais pouvons-nous affirmer que les tendances internes en Afrique du Sud font apparaître une amélioration réelle ou une diminution de la répression? En fait, l'état d'urgence, le renforcement des pouvoirs de la police et la manipulation de l'information apparaissent comme des instruments tranchants qui voilent à peine un semblant de légalité.

Si le président Botha peut qualifier l'apartheid de dépassé, pourquoi donc son gouvernement persiste-t-il dans sa politique des bantoustans qui constitue l'un des fondements de la société inique de l'apartheid? Demandez-le aux personnes qui vivaient à Oukasié, cette zone de peuplement récemment "déproclamée" pour reprendre la terminologie bizarre de l'apartheid. Demandez-le à ces gens qui, en raison de leur race, ont été déportés à Lethobile, dans un endroit qu'ils n'ont pas choisi, afin d'y mener une vie enracinée dans la ségrégation. S'agit-t-il là, comme la presse le donne à penser, d'un microcosme des tactiques utilisées par un gouvernement résolu à diviser et à façonner l'existence de la population noire. Dieu! Que je voudrais qu'il en soit autrement.